

## C. La démocratie véritable : plus loin qu'en 36 ?

### ● I. « REVISIONNISTES MODERNES »...OU REVISIONNISTES ?

Parmi les petits courants qui se sont détachés du Parti ces dernières années certains ont cru trouver dans l'évolution récente du Parti, une manifestation du «révisionnisme moderne», dénoncé par le Parti Communiste de Chine. Il est vrai que le soutien à Mitterrand, ou la résolution du C.C. d'Argenteuil, semblent marquer des ruptures entre ce qui était dit après - et avant. Mais, au cours de l'histoire du Parti, nous avons déjà vu nos dirigeants dans des situations fort semblables.

Rappelons, par exemple, le vote des pouvoirs spéciaux et crédits de guerre au gouvernement Guy Mollet (1956), vote qui constitue, de même que le soutien à Mitterrand, un abandon *en pratique*, des positions de classe. On expliquait alors qu'en votant avec les Socialistes, nous favorisons les développements de l'Unité. Au 14ème Congrès, Maurice Thorez déclarait :

**Les votes émis le 12 mars et le 5 juin par le groupe communiste au Palais Bourbon sur la question algérienne ont puissamment contribué à renforcer l'unité d'action entre communistes et socialistes pour le cessez-le-feu immédiat et la reconnaissance du fait national algérien.**

La suite de l'histoire (6 années de guerre) a amplement démontré le confusionnisme de tels propos. Bien sûr, l'unité d'action peut se traduire sur le plan parlementaire par des votes communs. Mais ces votes sont alors la conséquence, et non la cause, d'un accord précis et d'une unité réelle de la classe ouvrière. Renverser les ordres, c'est-à-dire voter formellement en commun, sans mouvement réel de la classe, dans l'espoir de favoriser l'unité, est pure utopie, doublée, dans ce cas précis, d'une véritable trahison des masses algériennes. En soutenant, ne serait-ce que partiellement, les actions des réformistes, sans exiger des garanties précises pour la classe ouvrière, nous abdiquons toute responsabilité. Les progrès ultérieurs de l'unité ne dépendront plus que de leur bonne volonté. Nous reviendrons plus loin sur le sens de cette bonne volonté, et sur les illusions réformistes qu'entretient un tel comportement du Parti.

Il faut citer cette phrase remarquable de Mitterrand, au cours de sa campagne électorale (Nov. 65, Mutualité, devant les étudiants) :

**Après le vote des pouvoirs spéciaux, j'ai compris que le parti communiste était un parti responsable.**

Rien d'étonnant de la part d'un ancien ministre de l'Intérieur, initiateur de la répression coloniale en Algérie, et auteur du trop célèbre mot d'ordre :

**L'Algérie, c'est la France.**

Cette phrase signifie en réalité : nous attendons du Parti d'autres manifestations de sa « responsabilité » !

Le Parti revendiquait également la « responsabilité » de ce vote :

**Certes, il eut été facile, pour le groupe communiste, de voter contre. Un article du projet soumis à l'Assemblée Nationale se rapportait aux mesures militaires que le Parti condamne. Nous pouvions donc rejeter ce projet et nous en expliquer devant les jeunes soldats et leurs familles, quitte à nous laver les mains de ce qui adviendrait par la suite.**

Mais le rôle du Parti ne consiste pas à céder à la facilité, et à jouer les Ponce Pilate. Il consiste à déterminer en chaque circonstance, par la réflexion et l'analyse politique, ce qui est conforme à l'intérêt du prolétariat et de la Nation ; puis à agir en conséquence. Le vote des communistes pour le gouvernement n'est pas, cela va sans dire un vote d'approbation des mesures militaires de Guy Mollet. Il est un grand acte politique ; il ouvre la voie au développement de l'action commune des communistes et socialistes, action commune sans laquelle il n'est pas possible de s'opposer victorieusement à ces mesures, d'amener le gouvernement à leur substituer la négociation et le cessez-le-feu.

La réaction n'a d'ailleurs pas caché sa fureur devant le vote communiste. Ce vote a dérangé ses plans...

(E. Fajon, Cahiers du Communisme, No5-1956 p.505-506).

Est-il besoin de commenter le raisonnement : votons ensemble ces mesures, pour mieux les combattre ensuite, ensemble ?

Faut-il alors s'étonner de l'ampleur du courant anti-parlementaire qui porta De Gaulle au pouvoir en 58 ? Les masses avaient élu, en Janvier 56, une majorité se réclamant de la paix en Algérie. Elles ont vu tous les partis céder à la pression des colonialistes français, tous les partis qui parlaient de « Paix » avant les élections, voter en bloc au Parlement les crédits de guerre. Sans doute ne comprennent-elles rien à la notion de « responsabilité » : Le parti passe de 5.500.000 suffrages en 56 à 3.900.000 en 58 !

Remontons plus loin dans le temps ; nous retrouvons toujours, dans les périodes unitaires, la même méthode unitaire : soutenir l'action des réformistes, ou même explicitement des bourgeois, dans l'espoir d'amener à nous les plus larges masses ; les forces du prolétariat ne servent que de moyen de pression.

1945 : Le Parti collabore ouvertement avec De Gaulle ; l'un par décret, l'autre par une décision du C.C. qui déroute les militants, appellent à dissoudre les Milices Patriotiques, fruit de la Résistance de la classe ouvrière au fascisme. Rappelons la phrase immortelle de Maurice Thorez : « Un seul Etat, une seule police, une seule armée ! ». Maurice Thorez ne précise pas qu'il s'agit de l'Etat de la classe bourgeoise, de sa police, de son armée. Non, le souci essentiel est de produire. La fiction largement utilisée par les bourgeois, de l'intérêt national, de l'intérêt supérieur (au-dessus de la lutte de classes ! ) du pays, est substituée à l'intérêt de classe. Maurice Thorez explique aux grévistes de Waziers que leur grève « est une faute grave contre le pays » (21) (Brochure « Produire », éditée en 45). Maurice Thorez reprenait l'idée de 36 : « Il faut savoir terminer une grève ». L'almanach 66 de l'Humanité commente simplement cette idée : « Il ne fallait pas effrayer les couches moyennes ».

En effet, en dehors des périodes où la politique extérieure de l'Union Soviétique imposait certains choix (la guerre froide, la Hongrie..), « ne pas effrayer les couches moyennes » résume toute la stratégie unitaire du Parti. Ceci n'est ni juste, ni faux, mais a eu comme corollaire implicite dans la pratique de 36 - 45 - 56 ou 65 que le prolétariat organisé sur ses positions de classe effraie les couches moyennes (comme d'ailleurs toute la bourgeoisie ! ). Nous reviendrons sur cette affirmation au paragraphe suivant

(21) De Gaulle cite dans ses Mémoires les propos de Thorez, alors ministre, qualifiant de « pressions intolérables » les revendications des fonctionnaires en déc.45. La grève projetée était qualifiée de « crime contre la Patrie ». Ces propos n'ont jamais été démentis.